

Chapter Title: Parcours des études féministes

Chapter Author(s): Francine Descarries

Book Title: L'Université du Québec 1968-2018

Book Editor(s): Pierre Doray, Edmond-Louis Dussault, Yvan Rousseau, Lyne Sauvageau

Published by: Presses de l'Université du Québec. (2018)

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/j.ctvggx47q.28>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Presses de l'Université du Québec is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *L'Université du Québec 1968-2018*

Parcours des études féministes 20

FRANCINE DESCARRIES



Julie Motard,
biochimiste diplômée
des universités Laval
et de Sherbrooke,
agente de recherche
dans le laboratoire du
professeur Jonathan
Perreault, en 2017.

Leurs recherches sont
axées sur les ARN et ADN
fonctionnels, et plus parti-
culièrement les ARN non
codants chez les bactéries.

SOURCE

INRS, photo Laëticia Boudaud.

Quarante-cinq ans se sont écoulés depuis le premier cours en études féministes offert dans un établissement de l'Université du Québec, en 1972. Malgré les défis à relever et les réticences, faut-il le dire, encore trop souvent présentes au sein du *mainstream* scientifique, une recension complétée par le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) à l'hiver 2016 illustre de manière éloquente que le développement des études féministes dans le réseau de l'Université du Québec (UQ), et plus particulièrement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), s'appuie dorénavant sur des assises relativement bien structurées de même que sur un milieu féministe universitaire dynamique et proactif¹. Loin d'avoir dépassé leur raison d'être ou d'être prisonnières d'un seul regard, d'un seul paradigme, les études féministes et de genre représentent au sein de l'UQ un champ d'études plus largement investi que par le passé². Elles occupent un espace légitime en milieu universitaire et mobilisent un nombre de plus en plus important de ressources professorales, avec une relève assurée.

Aujourd'hui, près de 150 cours, ateliers et séminaires constituent l'offre d'enseignement du réseau de l'UQ dans le domaine des études féministes, de genre et sur les femmes, ce qui représente plus du quart de l'offre globale des universités québécoises dans le domaine³. L'UQAM se révèle le chef de file avec une offre s'élevant à près de 140 cours et séminaires, les propositions recensées dans les autres constituantes de l'UQ se situant entre 5 et 17 cours. En appui à ces programmes, la mise à jour à l'hiver 2016 du répertoire Expert@ a permis de recenser au sein du réseau plus de 120 ressources professorales actives ayant confirmé utiliser

-
1. À titre d'exemple, à l'UQAM, l'axe « Études sur les femmes » est reconnu comme un des cinq domaines prioritaires d'enseignement et de recherche au sein de l'Université, alors que le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) reconnaît depuis 2011 le Réseau québécois en études féministes (RéQEF), ancré à l'UQAM, comme infrastructure subventionnée de recherche.
 2. Globalement, nous définissons les études féministes comme un lieu de production d'une pensée critique du social qui vise la transformation des rapports sociaux de sexe, comme de la façon de les penser, de les représenter et de les activer dans leur interaction avec l'ensemble des rapports de pouvoir.
 3. Données colligées en 2016-2017 pour la mise en ligne de RéperCours par le RéQEF : <reqef.UQAM.ca/cours/>, consulté le 23 juillet 2018.

une perspective féministe dans leur enseignement ou recherche⁴. Recensées pour les trois quarts à l'UQAM, ces ressources professorales sont réparties dans plus de 30 secteurs d'études avec une concentration en études littéraires, mais surtout en sciences humaines, notamment en sociologie et, dans une moindre mesure, en travail social, en science politique et en histoire. Malgré le réel dynamisme du champ que révèlent ces données, il reste néanmoins encore du chemin à parcourir, particulièrement dans les secteurs associés au STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), à l'économie et à la gestion, où seules quelques rares professeuses se réclament d'une posture féministe dans leur enseignement et recherche⁵. Et pourtant, pensons aux travaux de l'ergonome et généticienne Karen Messing qui, dès le début de sa carrière, s'est préoccupée de «l'invisible qui fait mal», et de ceux de la neurophysiologue Donna Mergler qui, bien avant que cela ne soit en vogue, s'intéressait à faire le lien entre femmes et environnement. Ensemble, elles ont développé, à la fin des années 1980, avec une orientation explicitement féministe, un programme de recherche en santé au travail et en santé environnementale à l'UQAM. Leur initiative mènera à la création du CINBIOSE, le Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement, centre qui se distingue par son rôle pionnier dans le développement d'approches favorisant l'égalité sociale et de genre.

Le développement des études féministes dans le réseau de l'UQ n'a pas laissé beaucoup de traces repérables dans les archives institutionnelles. Celui-ci a souvent été le résultat d'initiatives et d'actions menées individuellement ou par de petits groupes provenant, en définitive, de la base, ce qui le rend plus difficile à retracer. Heureusement, le témoignage de quelques collègues et mon implication dans ce champ d'études depuis les années 1980 me permettent, bien qu'encore sommairement, d'en évoquer les grandes lignes et certains faits saillants.

4. Une lecture plus fine des données m'amène à constater qu'une quinzaine des chercheuses répertoriées ont maintenant pris leur retraite. En contrepartie, les embauches de l'année courante demandent à être recensées.

5. Compte tenu de la surreprésentation des femmes dans le champ des études féministes, le texte est écrit au féminin.

Historique de l'enseignement et de la recherche féministes à l'UQAM et au-delà

C'est sur fond d'une effervescence sociale et politique sans précédent au Québec que prennent naissance, au début des années 1970, les études féministes à l'UQAM. Cette conjoncture, rappelle l'historienne Nadia Fahmy-Eid (2007), constituait un «cadre social porteur» de cette éclosion, d'autant qu'à l'UQAM, comme dans bien d'autres milieux universitaires canadiens et américains, le mouvement des femmes québécois se révélait un incubateur propice à l'émergence des études féministes en tant que champ de savoir institutionnalisé⁶. Tant par sa critique sociale et ses luttes sociopolitiques que par ses demandes de connaissances pour alimenter ses pratiques, le mouvement québécois des femmes favorisa, en effet, l'émergence de prédispositions puis d'habiletés qui amènent de jeunes universitaires féministes à revendiquer leurs droits d'entrée au sein d'un milieu qui leur était traditionnellement hostile. Elles s'engagent aussi dans la cause des femmes sous forme d'investissement dans la production d'un savoir sur les femmes et pour les femmes. Car l'évidence s'impose. Encore au début des années 1970, les femmes sont absentes de la plupart des domaines de l'enseignement universitaire, alors que les savoirs sur elles sont largement construits en dehors d'elles, sinon contre elles.

De jeunes professeures et chargées de cours, d'abord à l'UQAM, puis au fil des décennies suivantes dans différentes constituantes de l'UQ, en viennent donc à concevoir comme un acte militant, suivant en cela la proposition de Ti-Grace Atkinson (1974), le travail de théorisation et la production d'un savoir sur les femmes. Elles prennent conscience de la nécessité de remettre en question des traditions intellectuelles et scientifiques qui étaient parvenues jusque-là à les exclure de la «puissance théorique et

6. Il y a quelques années, j'avais demandé à Nadia Fahmy-Eid, alors professeure au Département d'histoire de l'UQAM, de rédiger, pour fins de publication dans l'ouvrage *Minds of Our* (2007), dont j'assurais la coédition, ses souvenirs sur les débuts de l'enseignement et de la recherche sur les femmes à l'UQAM. J'avais formulé la même demande à Anita Caron, professeure au Département des sciences religieuses. Les passages concernant les premières années des études féministes à l'UQAM sont largement inspirés de leurs souvenirs. Nadia Fahmy-Eid (2007) rappelle que, «dès 1971, avait eu lieu à l'Université Sir George Williams un "teach-in" qui avait réuni plusieurs centaines de femmes, professeures, étudiantes et militantes confondues. C'était la première fois que l'Université ouvrait largement ses portes à un public aussi diversifié. La popularité de cet événement et la richesse des échanges auxquels il donna lieu en firent une sorte d'élément déclencheur. C'est là que prit forme le projet d'organiser des échanges plus formels dans un cadre universitaire constitué».

créatrice» aussi bien que des lieux de production (Gubin, 1994). Dès lors s'implante, parmi les jeunes professeures et chargées de cours de l'UQAM, l'idée que les femmes doivent être partie prenante de la construction des savoirs qui les concernent, tout comme de leur transmission des savoirs, revus et corrigés par elles, qui viendraient nuancer sinon remplacer des idées, des interprétations et des données scientifiques qui leur avaient été présentées jusque-là comme objectives et définitives. C'est ainsi qu'Anita Caron, embauchée comme professeure en sciences des religions au moment de la création de l'UQAM, s'empresse, à son entrée en fonction, de faire inscrire un cours « Femmes et religions » dans la programmation de son département, bien que, souligne-t-elle, il « n'était évidemment pas encore question d'études féministes » (Caron, 2007, p. 75).

Le véritable coup d'envoi des études féministes à l'UQAM se situe de fait en 1972. Cette année-là, un groupe de 12 professeures - dont 2 hommes - et 3 chargées de cours, provenant de 10 disciplines différentes, proposent d'organiser un cours sur les femmes. Sans s'opposer à une initiative aussi inusitée, en raison tant de sa thématique que de son caractère collectif, l'administration de l'UQAM était loin de prévoir que plus de 200 étudiantes et une dizaine d'étudiants s'y inscrieraient avec enthousiasme⁷. Nul ne soupçonnait, non plus, que cette première au sein de la programmation régulière d'une université québécoise francophone sensibiliserait avec autant d'acuité « la population universitaire à la nécessité d'une programmation ayant pour objet, "la condition des femmes" » (Caron, 2007).

Dès l'année suivante, des cours concernant les femmes et les rapports de sexe apparaissent aux programmes des départements d'histoire, de sociologie, de sciences religieuses et de biologie (Caron, 2007; Fahmy-Eid, 2007). Créés sans véritable opposition de la part des autorités, ces cours demeurent cependant marginaux, et leur utilité, questionnée dans les « discussions de corridors » (Fahmy-Eid, 2007). En l'occurrence, les quelques professeures et chargées de cours impliquées dans cette démarche

7. Pour rendre cette initiative possible, les professeures avaient décidé de renoncer à leur part respective de rémunération afin que les chargées de cours et les assistantes d'enseignement associées au projet puissent recevoir une compensation pour leur participation (Fahmy-Eid, 2007).

en viennent rapidement à réaliser que, pour que soit reconnue la légitimité de leur domaine d'études, elles doivent présenter un front commun, non seulement pour jongler avec les exigences administratives et développer un cadre formel d'enseignement et de recherche, mais encore pour asseoir leur « aventure intellectuelle et pédagogique » (Fahmy-Eid, 2007) et permettre la concertation avec les groupes de femmes (Caron, 2007).

Ce sont de telles motivations qui sont à l'origine de la création du Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes (GIERF), projet qui sera soumis à la Commission des études en 1976. D'abord approuvé à titre expérimental, le GIERF sera reconnu officiellement en 1980 avec mandat de coordonner et de développer des enseignements crédités

mettant à contribution les points de vue de différentes disciplines dans l'étude des rapports de sexe; promouvoir et coordonner les recherches menées dans ce champ d'études et favoriser leur mise en commun; établir des rapports avec les groupes de femmes en vue de répondre à leurs besoins en recherches, conférences, expertises ou colloques (Caron, 2007).

Pour la petite histoire, il importe de souligner que la vision portée par les membres du GIERF se distinguait des modèles qui se développaient au même moment dans les universités anglophones, ces dernières ayant plutôt tendance à rassembler dans des départements de « Women's Studies » l'enseignement et la recherche sur les femmes. Malgré l'effet synergique que pouvait générer un tel modèle, les membres du GIERF ont plutôt décidé, dès le départ, de ne pas demander la création d'un programme ou d'un tel département de « Women's Studies ». Elles ont plutôt fait le pari de l'intégration des problématiques et des méthodes féministes dans les différentes disciplines en proposant, sous l'égide du GIERF, le développement de cours et de projets de recherche dans le plus grand nombre possible de départements. Ce choix a été maintenu au fil des ans par les membres du GIERF et, par la suite, de l'IREF. Car, outre une volonté de ne pas favoriser la ghettoïsation des savoirs féministes, tout comme celle des étudiantes et des professeures inscrites dans le champ des études féministes, cette option a été jugée susceptible de favoriser l'acquisition d'une

solide formation disciplinaire de base par les étudiantes et étudiants de même que l'intégration transversale des perspectives d'analyse féministe et de leurs apports épistémologiques dans les différentes disciplines. Pour Nadia Fahmy-Eid (2007), « ce savoir que nous construisions devait être intégré le plus rapidement possible à tous les autres si nous voulions réussir à compléter, corriger et ainsi révolutionner de l'intérieur tous les domaines de la connaissance humaine ».

C'est dans une telle optique que de 1976 à 1990, le GIERF assure la coordination, le développement, le soutien et la diffusion de l'enseignement et de la recherche féministes et sur les femmes à l'UQAM. Parmi les nombreuses initiatives déployées au cours de cette période par le GIERF, on compte le développement de cours dans plusieurs disciplines, la mise sur pied d'un Centre de recherches féministes (CRF, 1987-1994), la publication, en 1989, d'un premier *Répertoire des cours : Femmes, Féminismes, Rapports de sexe offerts en français par 15 universités canadiennes*, et la création, la même année, d'une section d'études féministes au sein de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Le GIERF sera également au cœur de l'organisation de nombreux congrès, colloques et séminaires, et publiera de façon régulière des cahiers de recherche et des ouvrages de référence. Ainsi, remarque Anita Caron (2007, p. 76), au cours des 14 années d'existence du groupe, les membres du GIERF se sont appliquées

à proposer un ensemble d'activités interdisciplinaires sur la situation des femmes et les rapports de sexe, à offrir une diversité de services aux collectivités et à se créer une place reconnue dans ce champ d'études. L'expertise qui s'y développe sera à l'origine de la création en 1990 de l'Institut de recherche et d'études féministes (IREF)⁸.

8. Traduction libre de l'auteur. Texte original : « *The group was already proposing to create a broad field of research and teaching about the condition of women and gender relations. It also provided diverse services to women's groups and proved to be a vibrant force for women in the university, ensuring the publication and distribution of their work and action both internally and externally. In 1990, the creation of a research institute confirmed and strengthened this role* ».

C'est en effet à la fin des années 1980, au moment où le GIERF peut désormais compter sur la participation d'un noyau de professeures dynamiques et engagées, que prend forme l'idée de créer un institut, type de structure qui n'existait pas encore à l'UQAM. À l'initiative de Louise Vandelac, qui était alors directrice du GIERF, un groupe de travail prend le dossier en main avec l'objectif de réunir les ressources nécessaires au plein essor des études et de la recherche féministes à l'UQAM. Longuement figolé, mis en discussion au sein des instances, le projet de l'IREF sera approuvé par décision de la 202^e assemblée ordinaire du Conseil d'administration de l'UQAM, le 18 décembre 1990. Anita Caron en est nommée la première directrice⁹.

Tout comme le GIERF qui en a tracé la voie, l'IREF reçoit le mandat de promouvoir, de développer et de coordonner la formation et la recherche féministe dans une perspective inter- et multidisciplinaire, et d'intensifier la collaboration avec les groupes de femmes, notamment dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes. Depuis, l'IREF joue un rôle pionnier dans l'institutionnalisation des études féministes. Il est devenu le fer de lance reconnu du développement universitaire des savoirs et de la création féministes au Québec. Avec mission de rendre significatif l'apport des études féministes au développement d'une vision critique et renouvelée des différentes dimensions du savoir, il regroupe aujourd'hui plus de 400 membres professeures, chercheuses, chargées de cours, professionnelles, étudiantes et étudiants de l'UQAM ainsi que des professeures et des membres associées d'autres milieux universitaires et communautaires.

Outre les nombreuses activités de diffusion et de transfert des connaissances inscrites à sa programmation au cours des années, le statut d'institut permet à l'IREF, depuis sa création, d'assurer la coordination de l'enseignement et de la recherche féministes à l'UQAM. Pour ce qui est de l'enseignement, le dynamisme de ses

9. Se sont succédé à la direction de l'IREF : 1990-1993, Anita Caron, Département des sciences religieuses ; 1993-1995, Jacqueline Lamothe, Département de linguistique ; 1995-1996, Léa Cousineau (intérim), Bureau de la coopération internationale ; 1996-1998, Évelyne Tardy, Département de science politique ; 1998-2001, Micheline de Sève, Département de science politique ; 2001-2006, Christine Corbeil, École de travail social ; 2006-2011, Marie-Andrée Roy, Département des sciences de religions ; 2011-2013, Sylvie Paré, Département d'études urbaines et touristiques ; depuis 2014, Rachel Chagnon, Département des sciences juridiques.

équipes de direction a favorisé l'implantation d'un programme de concentration en études féministes, amorcé dès 1990 au premier cycle, et offert maintenant aux trois cycles d'enseignement dans plusieurs programmes. S'ajoute à cette offre d'enseignement un programme de certificat largement fréquenté par des intervenantes des milieux de pratique. Au moins une soixantaine de cours, dont une dizaine aux cycles supérieurs, sont offerts chaque année en collaboration avec une quinzaine de départements de l'UQAM. Au cours des dernières années, ces cours ont attiré annuellement plus ou moins 1 500 étudiantes et étudiants.

Quant à la recherche, l'IREF accueille bon an mal an plusieurs équipes de chercheuses. Celles-ci mènent des travaux qui se déploient sur un large continuum dans lequel sont abordés la dynamique des rapports sociaux de sexe, la diversité des expériences des femmes, le genre et les théories féministes. Les thématiques de ces travaux sont fort variées selon les ancrages disciplinaires et portent, pour n'en mentionner que quelques-unes, sur des questions relatives à la citoyenneté, à l'engagement social, aux représentations sociales, aux identités sexuelles, à l'antiféminisme, aux inégalités sociales ou encore aux différentes formes de violence dont les femmes sont victimes. Ces recherches prennent de plus en plus acte de la coconstruction, de l'intersectionnalité des rapports sociaux de division et de hiérarchie et, du fait même, de la diversité des expériences qui en découlent pour les femmes et des clivages qui les divisent.

En raison de son expertise et de sa masse critique de chercheuses féministes, l'IREF a également été un terreau fertile pour développer le projet du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) et le soumettre au Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC). Ancré à l'UQAM, le RéQEF a officiellement vu le jour en 2013. Il a pour mission de fédérer l'ensemble des ressources en recherche féministe au Québec, de promouvoir la recherche dans ce champ et de faire émerger des savoirs et des pratiques socialement ciblés pour ouvrir la voie à l'innovation sociale par excellence que serait l'égalité hommes-femmes. Aujourd'hui le RéQEF est devenu le plus important réseau d'universitaires féministes de la francophonie au carrefour des universités, des disciplines et des perspectives théoriques. Près de 100 professeures affiliées à 11 différentes universités en sont

membres régulières et collaboratrices, auxquelles s'ajoutent une quinzaine de chercheuses des milieux de pratique représentant autant de groupes membres. La représentation des membres de l'UQ au sein du réseau est des plus significatives. Aux membres universitaires de l'UQAM, qui représentent un peu plus du tiers des effectifs, s'ajoutent des membres régulières et collaboratrices de l'UQAT, l'UQO, l'UQAC, l'UQTR, la TÉLUQ et l'INRS qui comptent pour plus de 20% des adhésions au RÉQEF.

Forte d'expériences de collaboration bien établies, l'UQAM accueillait également, avec un succès sans précédent dans les annales de cet événement, le 7^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie. L'IREF et le RÉQEF assumaient la coresponsabilité de cet événement qui a réuni, en août 2015, plus de 1 100 chercheuses francophones du monde entier.

Le développement de savoirs féministes à l'UQAM a aussi été fortement enrichi par l'intégration d'une approche partenariale dans les pratiques de recherche de ses professeures. D'abord soutenue par les membres du GIERF, puis reprise à son compte par l'IREF, une telle vision reçoit, dès 1982, l'aval institutionnel et mène à la signature d'un protocole de partenariat entre les groupes de femmes et les chercheuses universitaires. Connu sous le nom de Protocole UQAM/Relais-femmes, ce partenariat continue, à ce jour, de favoriser l'accès des groupes de femmes aux ressources universitaires et, par effet de retour, le contact des chercheuses avec la pratique et les champs d'action sociale développés par les groupes. Les pratiques de partenariat ainsi initiées et l'expertise acquise par les membres de l'IREF dans un tel cadre ont généré, au cours des ans, de multiples échanges fructueux de savoirs et d'habiletés féministes, des décennies avant que les notions de mobilisation et de coconstruction des connaissances soient inscrites au vocabulaire du champ scientifique québécois. L'IREF et le Protocole ont toujours travaillé de concert. De très nombreuses initiatives sont nées de cette collaboration.

Faisant ici appel à ma propre expérience, je mentionnerai, à titre de fleuron de cette collaboration, l'obtention d'une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour le développement d'une Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) sous le thème « Égalité, pluralité et

solidarité: nouveaux défis des rapports sociaux de sexe». Pendant cinq années, de concert avec plus d'une trentaine de professeures de l'IREF, autant d'organismes féministes et communautaires et de nombres d'étudiantes aux études supérieures, l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR) a joué un rôle d'animation et de développement des milieux scientifiques et communautaires féministes sur les questions de particularismes, de diversité et de démocratie. Une subvention du Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) permettra à l'ARIR, toujours en collaboration avec Relais-femmes, de se redéployer pour une autre période de cinq ans au sein d'une Alliance de recherche sur le développement du mouvement des femmes au Québec ayant pour thème «Égalité, pluralité, solidarité, nouveaux défis des rapports sociaux de sexe».

Bref, au regard de ce qui précède et des nombreuses autres initiatives et réalisations qui auraient pu être évoquées pour rendre compte de la place des études féministes à l'UQAM et du rôle fédérateur de l'IREF pour en assurer le développement et le rayonnement, je me permets d'avancer que l'IREF constitue une référence obligée dans le champ des études et de la recherche féministes francophones aujourd'hui. Celle-ci a été construite grâce au travail pionnier et à la détermination acharnée des nombreuses professeures et chargées de cours de l'UQAM qui ont cru en leur raison d'être comme partie prenante de l'avenir des disciplines et n'ont eu de cesse de questionner les rapports que les femmes entretiennent avec l'ensemble des institutions et des pratiques sociales, et d'analyser l'expérience humaine du point de vue des femmes comme sujets de l'histoire et du savoir. Il ne serait cependant pas question de terminer ce texte sans mentionner d'importantes initiatives et contributions qui ont pris place dans le domaine des études féministes dans les autres établissements de l'UQ.

Initiatives et contributions récentes ailleurs dans le réseau

Aujourd'hui, des cours et des projets de recherche s'inspirant d'une perspective féministe peuvent être répertoriés dans tous les autres établissements de l'UQ à deux exceptions près. Ils font appel à plusieurs champs d'expertise et traversent plusieurs secteurs d'enseignement, des sciences humaines aux sciences économiques et de la gestion, sans oublier l'éducation, la

communication et les études littéraires. Souvent portés à bout de bras, depuis les années 1980, par des collègues soucieuses d'assurer la transmission de contenus et d'analyses féministes, ces cours offrent aux étudiantes et étudiants des outils conceptuels et méthodologiques pour penser et interpréter « autrement » la production et la reproduction des rapports sociaux et du genre¹⁰. Par ailleurs, l'évocation dans les pages qui suivent de diverses initiatives, séparées dans le temps et l'espace, serviront à mettre en lumière la diversité des pratiques féministes développées dans des constituantes de l'UQ, tout comme la diversité disciplinaire et thématique qui les caractérise.

UQAT, 2017: Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwatisiw

Suzy Basile est la première étudiante autochtone à se voir décerner un doctorat, en sciences de l'environnement, à l'UQAT. Elle est également la première membre de la Nation Atikamekw à obtenir un poste de professeure dans cette même université, au sein de l'École d'études autochtones. Une subvention de recherche lui est octroyée par la Fondation de l'UQAT en juin 2017 pour mettre sur pied un Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones - Mikwatisiw. Parmi les thématiques de recherche retenues par le Laboratoire, mentionnons l'élaboration d'un projet portant sur la « Consolidation du lien au territoire des femmes autochtones par la grossesse et l'accouchement » et un autre qui traite du leadership politique autochtone et féminin au Québec. Il s'agit là d'une première s'il en est une! Plus de 25 chercheurs et chercheuses provenant de diverses universités, dont cinq de l'UQAT, ont annoncé leur intention de collaborer avec le Laboratoire. En mai 2017, « l'Association des femmes autochtones du Québec, le Cree Women of Eeyou Istchee Association et l'Association des femmes inuit du Nunavik-Saturviit [...] comptaient parmi les partenaires du nouveau laboratoire » (Deshaies, 2017).

20.2.1

UQO, 2003: Création de l'OREGAND¹¹

Un premier cours « Femmes et Société » était déjà au programme du baccalauréat en travail social de l'UQO dès 1984. C'est toutefois la création l'Observatoire sur le développement régional et

20.2.2

10. La liste complète de ces cours se trouve dans RéperCours : <ref.uqam.ca/cours/>, consulté le 23 juillet 2018.

11. Voir le site Internet suivant : <www.oregand.ca/>, consulté le 23 juillet 2018.

l'analyse différenciée selon les sexes (OREGAND), en 2003, qui marque véritablement le début de la visibilité des études féministes à l'UQO. Fondé à l'initiative de Denyse Côté, professeure au Département de travail social, l'OREGAND œuvre à la reconnaissance et à la dynamisation des études féministes dans cette université. Il représente également une ressource appréciable pour les femmes de la région de l'Outaouais dont il cherche à faire reconnaître la contribution au développement de leur localité et de leur région. Depuis 25 ans maintenant, en plus d'assumer, très souvent « avec les moyens du bord », une mission liée au contenu spécifique de son observatoire et d'encourager la participation du milieu universitaire au développement régional, l'OREGAND produit des recherches, des analyses et des données ventilées selon le sexe ou relatives à la situation des femmes et des hommes en contexte régional. Il est également un partenaire actif au sein du Réseau québécois en études féministes.

20.2.3

UQTR, 2003: Création de l'Association de la francophonie à propos des femmes en Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques

À l'UQTR, diverses initiatives individuelles ont mené à la création de cours ou à l'intégration de la perspective féministe dans différentes activités. Ainsi, c'est dans cet établissement que se tenait, en 2003, le Colloque de l'Association de la francophonie à propos des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (AFFESTIM) sur le thème « *Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques: des réflexions et des actions pour la relève* ». On peut lire sur le site de l'association que

dès l'automne 2002, un Comité organisateur tripartite est mis sur pied pour établir les assises d'un réseau francophone dans lequel les femmes et leur rapport aux STIM seraient pris en compte [...] avec objectif de promouvoir l'accès et la rétention des femmes en STIM de même que la production d'analyses interdisciplinaires et d'avis scientifiques sur les femmes et les STIM¹².

Au cœur de cette première se retrouve une professeure du Département des sciences de l'éducation de l'UQTR, Louise Lafortune, déjà très active au sein du Mouvement international pour les

12. Voir la page du site Internet de l'organisme qui en présente l'historique: <www.affestim.org/au-sujet-de-laffestim/historique/>, consulté le 23 juillet 2018.

femmes et l'enseignement des mathématiques (MOIFEM, 1986-2003). Suivant l'exemple de cette dernière, deux autres professeures de l'UQTR, Audrey Groleau et Anne Roy, siègent actuellement au Conseil d'administration de l'AFFESTIM, qui bénéficie, dans le cadre du programme promo-science du CRSNG, d'une subvention gérée à l'UQTR.

**UQAR et UQAC – Des pionnières
des études féministes**

Enfin, c'est en passant par l'UQAR et l'UQAC que ce texte désire rendre hommage à la vingtaine de professeures qui, dans les différents établissements de l'UQ, ont joué un rôle pionnier dans la production et la diffusion du savoir féministe dès la fin des années 1970.

C'est effectivement au milieu des années 1970 que l'UQAR accueille la théologienne Monique Dumais (1939-2017) au Département des sciences religieuses et d'éthique. Pionnière de la lecture féministe de la religion, elle devient rapidement une cheffe de file en théologie féministe et se distingue par ses prises de position en faveur de l'égalité des hommes et des femmes à tous les niveaux, y compris au sein de l'Église catholique romaine. Monique Dumais, sœur ursuline, a publié plusieurs ouvrages sur différents enjeux concrets affectant la vie des femmes au regard de leurs droits, de la pauvreté et de la mondialisation. Selon sa collègue Marie-Andrée Roy, Monique Dumais, en «mettant de l'avant une éthique de la relation [...] propose une lecture féministe et écologique de la réalité religieuse qui [...] dénonce la tradition spirituelle de domination et critique les légitimations religieuses des comportements inégalitaires envers les femmes» et des pratiques inacceptables en environnement (Roy, 2017).

C'est au cours des années 1980 que convergent vers l'UQAR Nicole Thivierge et Danielle Lafontaine. À partir de leur discipline respective, l'histoire et la sociologie, chacune sera appelée à jouer un rôle important dans le développement des études régionales du point de vue des femmes. Aux contributions pionnières de ces professeures de l'UQAR se greffe celle de Marielle Tremblay de l'UQAC, dont l'enseignement et les recherches ont fortement porté et enrichi la problématique des rapports sociaux de sexe et celle de l'action sociale, analysées à partir d'une perspective sociopolitique. Les trois titres suivants expriment bien leur contribution: *Études féministes et paradigmes du développement: de*

20.2.4

l'interpellation à l'articulation (Lafontaine, 1995); *Trajectoires de carrière et prise de parole des femmes en région* (Thivierge et Tremblay, 1995); *Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec* (Thivierge et Lafontaine, 1997).

C'est avec des collaborations de cette envergure et l'ouverture sur de nouvelles thématiques, au fil des décennies et dans tout le réseau de l'UQ, qu'ont progressivement pris forme les études féministes au Québec. Elles s'expriment dorénavant dans un langage aux multiples modulations, et les projets portés par les professeuses féministes du réseau de l'UQ, comme ceux soutenus par l'IREF, se conjuguent aujourd'hui au pluriel et mettent en dialogue des analyses des rapports de sexe, de race et de classe afin de mieux cerner la complexité des dynamiques identitaires et de « contribuer à la déstructuration des différents systèmes d'oppression » (IREF, 2016).